

TRIBUNE

LE MONDE DU 15 OCTOBRE 2018

Pour une maison de la liberté de la presse à Paris

Nous souhaitons qu'un lieu démocratique dévolu à la liberté de la presse puisse enfin voir le jour au cœur de la capitale française. C'est pourquoi nous soutenons le projet d'une « Maison des médias libres » candidat au concours « Réinventer Paris 2 » de la Mairie de Paris, pour acquérir et réhabiliter – grâce à la structure ad hoc « Le Transfo » – le très symbolique immeuble « Nation 1 » situé dans le XI^e arrondissement de Paris.

Ce serait à la fois un lieu public de rencontre et d'échange, d'exposition et de formation autour du journalisme et un lieu professionnel proposant des locaux à des médias unis par la défense de l'indépendance et de la liberté de l'information. La grande diversité des promoteurs de ce projet* en garantit le pluralisme, tout comme leur engagement à faire de ce lieu un espace de débat et de réflexion, d'expérimentation, de promotion de nouvelles formes de production et de diffusion de l'information, ouvert à tous les publics et accessible à tous les médias qui le souhaitent.

Le droit de savoir et la liberté de dire sont en effet deux principes fondamentaux d'une démocratie véritable, forte et vivante. Le droit à l'information, à la libre expression et à la libre critique, ainsi qu'à la diversité des opinions est une liberté fondamentale de tout être humain. Sans information libre sur la réalité, ambitieuse dans ses moyens et pluraliste dans ses fins, il ne saurait y avoir d'authentique délibération démocratique. Refusant les privilèges de naissance, de diplôme ou de fortune, d'origine ou de genre, une démocratie vraie suppose que toutes et tous soient pareillement informés pour être libres dans leurs choix et autonomes dans leurs décisions.

C'est à Paris que fut énoncée, par celui qui allait devenir le premier maire de la capitale française, la définition la plus radicale de cette liberté d'informer comme droit fondamental : « *La publicité de la vie politique est la sauvegarde du peuple* », déclarait en 1789 Jean-Sylvain Bailly, l'année de la première Déclaration des droits de l'Homme qui affirme la « *libre communication* » comme « *un des droits les plus précieux de l'homme* ».

C'est aussi à Paris que, lors des Trois Glorieuses de juillet 1830, plusieurs centaines d'ouvriers et d'artisans des faubourgs populaires de l'Est de la capitale donnèrent leur vie pour défendre la liberté de la presse contre les ordonnances de Charles X qui entendaient la restreindre alors qu'elle n'était que balbutiante.

UNE INFORMATION DE QUALITÉ

C'est encore à Paris que, plus près de nous, eut lieu le martyre le plus emblématique de la haine que portent toutes les intolérances à cette liberté aussi précieuse que fragile : le 7 janvier 2015, dans ses locaux du XI^e arrondissement de la capitale, la rédaction de *Charlie Hebdo* était décimée au nom d'une idéologie totalitaire acharnée à détruire la liberté de dire et de critiquer, de penser et de caricaturer.

Pourtant, malgré tous ces symboles, Paris n'a pas de lieu dévolu à la liberté de la presse. Première destination touristique mondiale, considérée comme la plus populaire au monde, la capitale de la France ne propose aucun endroit incarnant et faisant vivre ce droit fondamental en offrant des expositions, des rencontres, des films, des débats, des colloques, des ateliers, des formations, etc., au public le plus large et notamment aux jeunes – à qui il est essentiel de transmettre la nécessité de défendre ce droit à une information rigoureuse, libre et indépendante.

La question de l'information, de sa qualité et de son intégrité, de son pluralisme et de son indépendance, de la confiance du public dans les médias, est plus que jamais au cœur du doute qui mine nos démocraties. Avec la révolution numérique, le journalisme vit une crise historique, tout à la fois industrielle, technologique et professionnelle, commerciale et économique, culturelle et morale, qui appelle des réflexions collectives, des expériences partagées, des échanges renouvelés, entre professionnels mais surtout avec l'ensemble des citoyens, pour inventer et construire ensemble la presse d'aujourd'hui et de demain. Défiée par le règne du divertissement, l'information de qualité, exigeante et indépendante, est fragilisée tandis que les mensonges de la propagande mettent de nouveau en péril les démocraties.

Porté par des acteurs de la société civile, le projet de la « Maison des médias libres » rencontre les défis de notre époque. Face à la crise de civilisation qui menace le vivant et, par conséquent, l'humanité, les réponses étroitement économiques et obstinément marchandes, loin d'apporter des solutions, aggravent la situation. C'est pourquoi nous avons, plus que jamais, besoin de lieux où nous retrouver tous ensemble, pour défendre et promouvoir ces deux idéaux qui tissent l'imaginaire démocratique : le droit de savoir et la liberté de dire.

Christophe André, psychiatre et écrivain ; **Agnès b.**, styliste ; **Etienne Balibar**, philosophe ; **Patrick Boucheron**, professeur au Collège de France ; **William Bourdon**, avocat ; **Edouard Brézin**, physicien, membre de l'Académie des sciences ; **Michel Broué**, mathématicien ; **Julia Cagé**, économiste ; **Jérôme Clément**, ancien président d'Arte ; **Daniel Cohen**, économiste ; **Catherine Corsini**, réalisatrice et comédienne ; **Costa-Gavras**, cinéaste, président de la Cinémathèque française ; **Matali Crasset**, designer industriel ; **Jean Daniel**, éditorialiste, co-fondateur du *Nouvel Observateur* ; **Jean-Paul Delevoye**, ancien médiateur de la République ; **Mireille Delmas-Marty**, professeur au Collège de France ; **Nacira Guénif**, sociologue et anthropologue ; **Alexandre Jardin**, écrivain ; **Pierre Joxe**, avocat, ancien membre du Conseil constitutionnel ; **Laurence Méhaignerie**, présidente de Citizen Capital ; **Jean-Pierre Mignard**, avocat ; **Miss.Tic**, artiste plasticienne et poète ; **Edgar Morin**, sociologue et philosophe ; **Pierre Nora**, historien, membre de l'Académie française ; **Claire Nouvian**, présidente de Bloom ; **Michelle Perrot**, historienne ; **Thomas Piketty**, économiste ; **Myriam Revault d'Allonnes**, philosophe ; **Pierre Rosanvallon**, professeur au Collège de France ; **Henri Seydoux**, PDG de Parrot ; **Christian Streiff**, vice-président du conseil de surveillance de Safran ; **Christiane Taubira**, ancienne ministre.